

(1)

( N° 83. )

## Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1887-1888.

---

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

---

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1888.

---

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
1.	5537.

Par pétition datée d'Arlon, le 29 décembre 1888,

Des habitants d'Arlon prient la Chambre de voter une loi autorisant l'emploi de la langue allemande en matière d'enseignement et d'affaires répressives ou judiciaires. Ils demandent, en outre, que des mesures soient prises en vue de sauvegarder les droits des citoyens belges-allemands, aussi bien dans la partie wallonne que dans la partie flamande du pays.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

2.	5542.
	5567.

Par pétition datée de Bruges, le 31 décembre 1887,

Les membres du « Comité musical de la Flandre occidentale », demandent que l'école de musique d'Anvers soit élevée au rang de conservatoire royal flamand.

Même demande des président et secrétaire de la « Maatschappij ter bevordering van nijverheid en

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

wetenschappen van Gent »; du « Willemsfonds » de Bruges; du « Vlaamsche broederbond », à Bruges; de membres des sociétés « Bond der oudleerlingen van Brugge 's Normaalschool », « Kring studie » et « Burgerskring », à Anvers; « Snellaerts letterkundige maatschappij », à Gand; du comité de la « Brugsche afdeeling des Davidsfonds », « Katholieke Burgersgilde », à Bruges; « Réunion musicale », à Bruges; « De Vlaamsche vrienden van Berchem »; « Breidel commissie », à Bruges; « Nederduitsche Bond », à Anvers; « Musicale vereeniging van Brugge »; « Taalminnend Studenten genootschap », à Gand; des président et secrétaire des sociétés « Willemsfonds », à Nieupoort; « Liberale vlaamsche Bond van Brugge en het arrondissement »; d'habitants de Bruges.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

3. 3548. Par pétition datée de Hechtel, le 28 décembre 1887,  
Le sieur Sak, inspecteur provincial de l'enseignement libre du Limbourg, à Hechtel, demande qu'il soit fait restitution aux instituteurs catholiques du Limbourg, des sommes qu'ils ont versées à l'ancienne caisse provinciale de prévoyance des instituteurs du Limbourg et à la caisse des veuves et orphelins.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

4. 3549. Par pétition datée de Bruxelles, le 2 janvier 1888,  
Les président et secrétaire du « Congrès des mutualistes » demandent l'abrogation de la loi de 1851 et l'octroi de la personnification civile pour toutes les sociétés de secours mutuels. Ils demandent, en outre, l'adjonction de deux mutuellistes à la Commission permanente des sociétés de secours mutuels.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

5. 3550. Par pétition datée de Pétigny,  
Des habitants de Pétigny demandent la réduction du contingent de l'armée ou la création d'une armée de volontaires.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéro-  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

6.

5552.

Par pétition datée de Sensenruth, le 26 décembre 1887,

Le sieur Poncin, à Sensenruth, prie la Chambre d'intervenir auprès de la députation permanente de la province de Luxembourg, afin qu'une enquête soit ouverte sur les élections communales d'octobre 1887.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

7.

5553.

Par pétition datée de Werbomont, le 25 décembre 1887,

Des gardes forestiers de diverses localités demandent une amélioration de position.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

8.

5556.

Par pétition datée d'Anvers, le 8 janvier 1888,

Les président et secrétaire du « Liberale strijdersbond des 8<sup>te</sup> wijk van Antwerpen », demandent la suppression des droits de navigation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

9.

5561.

Par pétition datée d'Arlon,

L'administration communale d'Arlon appuie la pétition du sieur Legrand tendant à obtenir une modification de la loi sur la comptabilité de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

10.

5562.

Par pétition datée de Heinstert, le 6 janvier 1888,

Des habitants de Heinstert se plaignent des inconvénients auxquels donne lieu la mise en vigueur de la loi concernant le droit d'entrée sur le bétail et proposent des mesures en vue de parer à ces difficultés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

11.

5579.

Par pétition datée d'Anvers, le 10 janvier 1888,

Des habitants d'Anvers proposent diverses réformes en ce qui concerne les poursuites en recouvrement de contributions directes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
12.	3585.

Par pétition datée de Verviers, le 20 janvier 1888,  
Le sieur Tombeur, combattant de 1830, à Verviers,  
demande la décoration civique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

13.	3586.
-----	-------

Par pétition datée de Mont-Aigu, le 23 janvier 1888,  
Le sieur Cuypers, échevin, à Mont-Aigu, demande  
que des mesures soient prises pour réprimer certaines  
pratiques électorales et que pour être éligible il faille,  
de même que pour être électeur provincial ou com-  
munal, justifier d'un degré d'instruction à déterminer  
par la loi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

14.	3589.
-----	-------

Par pétition datée de Meuwen,  
Le sieur Mandervelt, instituteur à l'école adoptée  
de Meuwen, demande la restitution des sommes qu'il  
a versées dans la caisse des pensions pendant les  
années qu'il a passées dans l'enseignement officiel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15.	3592.
-----	-------

Par pétition datée de Nessonvaux, le 20 janvier 1888,  
Le garde champêtre de Nessonvaux demande l'insti-  
tution d'une caisse de retraite en faveur des agents de  
la police.

Même demande d'agents de police de Lambermont,  
Sart, Flémalle-Grande, Romsée, Foret, Lincé-Sprimont,  
Sprimont.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

16.	3593.
-----	-------

Par pétition datée d'Anvers, le 20 janvier 1888,  
Les membres du comité du « Liberalen vlaamschen  
Bond van Antwerpen » demandent la représentation  
officielle de la Belgique à l'Exposition universelle de  
Paris en 1889.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 17.                          | 3597.                                    | Par pétition datée de Hévreumont, le 12 décembre 1888,<br>Les habitants de Hévreumont et Sous-le-Moustier<br>demandent que leur commune soit annexée à celle<br>de Goé.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>  |
| 18.                          | 3598.                                    | Par pétition datée de Pétigny, le 26 janvier 1888,<br>Des habitants de Pétigny proposent des économies<br>en matière d'administrations publiques.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i>   |
| 19.                          | 3599.                                    | Par pétition datée de Beveren,<br>Des cordonniers de Beveren-Waas se plaignent de<br>la concurrence qui leur est faite par le dépôt.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 20.                          | 3607.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 26 janvier 1888,<br>Le sieur Antoons, à Bruxelles, demande que le<br>chemin de fer Bruxelles-Tervueren soit relié au<br>Grand-Central.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins<br/>de fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 21.                          | 3610.                                    | Par pétition datée de Liège,<br>Des facteurs des postes de Liège demandent une<br>amélioration de position.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de<br/>fer, Postes et Télégraphes.</i>  |
| 22.                          | 3611.                                    | Par pétition datée de Waillet, le 25 janvier 1888,<br>Le sieur Baltus, ancien instituteur communal, à<br>Waillet, demande à rentrer dans ses droits à la<br>pension.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>     |
| 23.                          | 3615.                                    | Par pétition datée de Schaerbeek, le 27 janvier 1888,<br>Le sieur Nerinckx, à Schaerbeek, revendique un<br>droit d'auteur.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i>  |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
24.	3621.

Par pétition datée d'Oost-Roosbeke, le 28 janvier 1888,

D'anciens instituteurs communaux, à Oost-Roosbeke, demandent à rentrer dans leurs droits à la pension ou à obtenir la restitution des sommes qu'ils ont versées à la caisse des veuves.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25.	3623.
-----	-------

Par pétition datée de Terhagen-lez-Boom,

Des habitants de Terhagen-lez-Boom demandent une extension de territoire ou la réunion de leur commune à celle de Rumpst.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

26.	3624.
-----	-------

Par pétition datée de Malines, le 30 janvier 1888,

Le sieur De Poorter, à Malines, demande la création d'une nouvelle justice de paix dans cette ville.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

27.	3625.
-----	-------

Par pétition datée d'Aywaille, le 29 janvier 1888,

Le sieur Bernimolin, à Aywaille proteste contre la nomination d'un instituteur dans cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

28.	3626.
-----	-------

Par pétition datée de Brages, le 28 janvier 1888,

Le sieur De Vleminckx, à Brages, réclame des dommages-intérêts du chef du préjudice causé à sa propriété par suite de travaux exécutés par l'administration des chemins de fer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*